



# ARRETE N° 24.091

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement :  
Rue des écoles

Le Maire de la commune de Marsilly,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 complétée et modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L2213-2,  
Vu le code de la route et notamment son article R411-8,  
Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,  
**Considérant** la demande présentée par le service des eaux de la CDA (17180 Périgny) pour le déplacement du regard sur le domaine public, 8 rue des écoles à 17137 MARSILLY, et qu'il y a lieu à cette occasion de prendre des mesures particulières pour assurer la continuité du trafic et la sécurité des usagers :

## ARRETE

ARTICLE 1 : Du mardi 27 février 2024 à 8h au vendredi 01 mars 2024 à 18h : 8 rue des écoles

- Le stationnement sera interdit dans l'emprise du chantier.
- Les travaux seront exécutés uniquement sur le trottoir. La réfection définitive sera réalisée en fin de chantier par le pétitionnaire en béton désactivé.
- Pour la sécurité des piétons, des panneaux « piétons, changez de trottoir » seront installés en amont et aval du chantier.
- La circulation ne sera pas impactée dans la rue.

ARTICLE 2 : La signalisation correspondante, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3 : Les infractions à disposition du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règles en vigueur.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- Hélo
- A Monsieur le Commandant de Brigade Territoriale de Gendarmerie de Nieul sur Mer,
- A la Police Municipale.

Marsilly, le 26 février 2024  
Le Maire,

Hervé PINEX

